• **Novembre/Décembre 2022 • Numéro 198** •

**Un Sale Air de la Peur**

**qui Attriste les Fêtes**

**Edito : Des vœux, certes, mais dans un climat délétère**

*Par* ***Jean-Luc Gonneau.****.* *Illustrations glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***

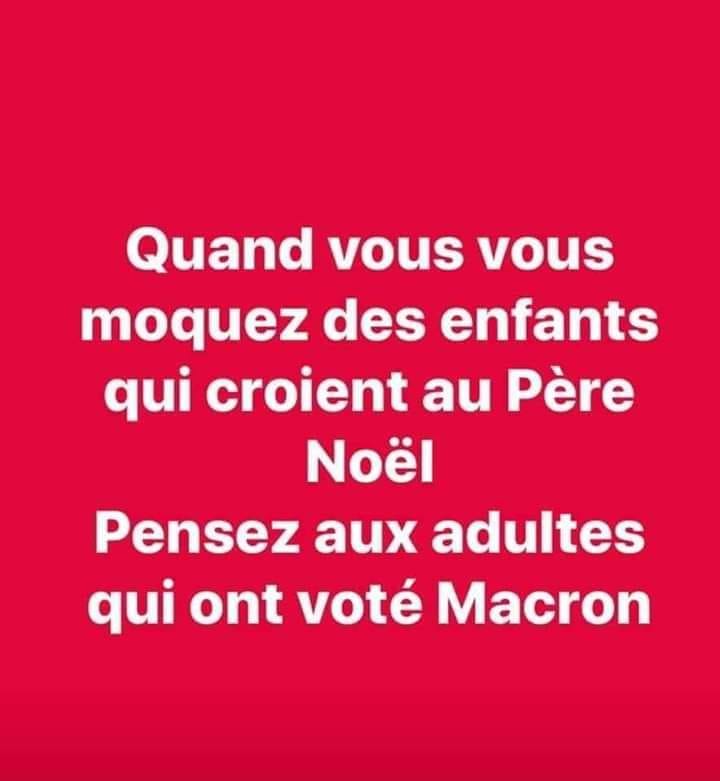
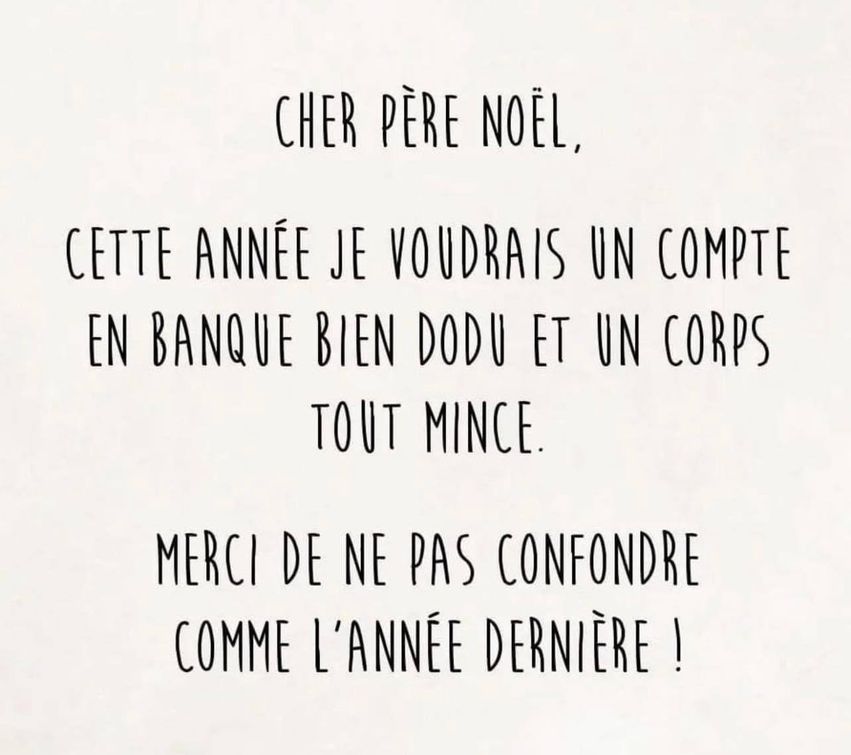
*Au nom de l’équipe de La Gauche Cactus, je vous présente tous nos vœux pour un joyeux noêl, malgré la « fin de l’abondance » annoncée en haut lieu, abondance dont nombre de nos compatriotes n’ont jamais vu la couleur, et une petite minorité sait qu’elle la connaîtra toujours, et une belle année 2023, dont nous savons tous qu’elle ne se présente pas sous les meilleurs auspices. Dans l’édito de notre numéro du mois de septembre, nous avions listés les menaces qui pèsent sur notre protection sociale, notre économie, nos services publics aux premiers rang desquels la santé, l’éducation, les transports, l’énergie, sans oublier le spectre d’une guerre en Europe. Nos vœux de bonne année donc, sans qu’on y croie vraiment : il y faudrait un changement radical de politique, et encore devrions-nous patienter car ses effets ne seraient pas immédiats, après une bonne trentaine d’années d’incuries gouvernementales, portées à leurs plus hauts degrés dans la période macronienne.*

*Climat délétère, écrivons-nous, où nous respirons un sale air, celui de la peur. Un climat largement entretenu par les mesures gouvernementales et les annonces qui les accompagnent. Un climat installé dès l’arrivée de la pandémie avec la gestion catastrophique de celle-ci (masques ou pas masques, confinement ou pas, contraintes imposées sans efforts pédagogiques pour les justifier…) ; Une pandémie qui a mis crûment en lumière le délabrement des services publics de santé, en premier lieu des hôpitaux, naguère une fierté française, que l’on tenta désespérément de voiler par un « Ségur de la santé » supposé tout arranger. Un enfumage de plus car depuis, les démissions des personnels (épuisés, mal payés, écrasés par une gestion bureaucratique souvent incompétente) se poursuivent, les lits continuent de se fermer (hé oui), les cas de fermetures, définitives ou temporaires, de services d’urgence se multiplient, tout ceci au profit d’un secteur privé qui est en train de récupérer les activités les plus rentables : la chirurgie, voyez-vous, ça rapporte plus que les urgences. Peur pour notre santé donc.*

*Peur pour notre pouvoir d’achat. S’il est exact qu’une partie de l’inflation que nous connaîssons a des causes internationales, une autre, non négligeable, est due à la spéculation. Celle-ci ne se limite pas aux « superprofits » des très grandes entreprises, notamment énergétiques, que Bruno Le Maire prétend ignorer car pour lui tout profit est légitime, mais, comme on dit « ruisselle » tout au long de la chaîne de production : à qui fera-t-on croire que, par exemple, la hausse des prix alimentaires est due à ce que « tout vient de l’Ukraine » ou seulement de la hausse des prix de l’énergie, elle-même hautement spéculative. Le gouvernement se contente d’essayer de limiter la casse par des primes ou des aides, toutes inférieures à l’inflation réelle, qui impliquent à court terme une hausse la fiscalité. Conséquences sur les pratiques spéculatives : zéro.*

*Peur pour l’éducation de nos jeunes. Nos enseignants sont parmi les plus mal payés parmi ceux des pays européens de niveau économique comparable, ce qui entraîne de grandes difficultés de recrutement. Nous avons pu ainsi constater, lors de la dernière rentrée scolaire, la mise en place de « recrutements éclairs » limités à un rapide entretien de personnels n’ayant ni prérequis nécessaires, ni expérience éducative. Bon courage à eux, et plus encore à leurs élèves*

*Peur enfin pour notre sécurité. Nous n’imputerons pas au gouvernement, car, à La Gauche Cactus, nous savons faire la part des choses, la peur de la guerre liée au conflit en Ukraine. Mais nous sommes inquiets des pouvoirs de plus en plus étendus confiés à la police, et à l’utilisation par celle-ci de techniques d’intervention de plus en plus violentes légitimées ou couvertes par le ministère. Une police par ailleurs incapable, malgré des budgets de plus en plus conséquents, de pacifier des quartiers difficiles qui polluent la vie de leurs habitants : on delà de quelques discours, aucune initiative sérieuse pour installer une vraie police de proximité n’a été prise depuis le démantèlement de celle mise en place par Jean-Pierre Chevènement. Sur ce, bonne année, hein !*





**Au sommaire de ce numéro**

**Edito : Des vœux, certes, mais dans un climat délétère**

*Par* ***Jean-Luc Gonneau.****.* *Illustrations glanées sur le net par* ***Agnès Bihl***

Au nom de l’équipe de La Gauche Cactus, je vous présente tous nos vœux pour un joyeux noêl, malgré la « fin de l’abondance » annoncée en haut lieu, abondance dont nombre de nos compatriotes n’ont jamais vu la couleur, et une petite minorité sait qu’elle la connaîtra toujours, et une belle année 2023, dont nous savons tous qu’elle ne se présente pas sous les meilleurs auspices…

**L’extrême droite s’enracine dans le monde** Directeur de la revue Recherches Internationales, **Michel Rogalski** nous propose une synthèse fine des causes des progressions des « idées » et des organisations d’extrême droite au niveau mondial, et quelques pistes pour la contrer. !

**Qui inspira la réforme macronienne des services publics** L’association **Coudes à Coudes** a enquêté sur la composition du comité qui a conseillé Emmanuel Macron pour sa « réforme » mortifère des services publics : un entre-soi du microcosme macronien, largement dominé par les représentants du patronat privé et où les fonctionnaires, un petit quart du total, occupent tous de hautes fonctions dans l’administration. Une belle brochette où ne manque pas l’inévitable cabinet Mc Kinsey. Edifiant.

**Automne silencieux** « L’automne a pris fin. Il s’annonçait tumultueux. Il fut plutôt calme. On pourrait s’en réjouir. On aurait tort. Les raisons qui laissaient augurer un automne agité en France ne se sont pas effacées comme par magie. Leurs débouchés possiblement bruyants continuent de couver sous de trompeuses apparences ». nous explique **Yann Fiévet** en développant ce constat, porteur d’inquiétudes mais aussi de lueurs d’espoir. A condition de « faire beaucoup plu de bruit ».

**A lire : De Mai 68 au Mouvement de Libération des Femmes (MLF)  Monique Dental** et **Marie-Josée Salmon**, animatrices du Collectif Ruptures, nous proposent une rétrospective d’une cinquantaine d’années de luttes féministes, en notent aussi bien les progrès que le difficultés et en esquissent un bilan. Instructif !

**Comment l’affaire de l’Ocean Viking révèle l’ambiguïté des « zones d’attente »** L’arrivée du navire Ocean Viking, transportant 234 réfugiés, en port de Toulon n’a pas suscité, c’est peu dire, un immense enthousiasme. Dans un article de The conversation que nous reprenons ici, l’universitaire **Florian Aumond** y voit un exemple significatif des multiples ambiguïtés de la politique française d’accueil des réfigiés et plus généralement des migrants. De quoi réfléchir.

**Un poème drôlatique** A la Gauche Cactus, nous aimons la littérature. Notre amie **Anabela Cesar**, fine lettrée, a déniché une (excellente) traduction française d’un délicieux poème de

**Fernando Pessoa**,sans doute le plus grand poète portugais du siècle dernier. A déguster !

L’actualité n’est pas gaie, mais ce sont les fêtes et le Cactus tient à l’humour, et vous proposons les trouvailles réjouissantes glace nées par nos amis sur le net. Merci donc à **Agnès Bihl**, **Cristina Branco**, **Benoist Magnat,** **Misia, Jose Manuel Neto**,au site **Yatahonga** et aux contributions involontaires des artistes **Alex Howitt**, **Marion Peck** et… **Léonard De Vinci**

**L’extrême droite s’enracine dans le monde**

*Par* ***Michel Rogalski***

Aujourd’hui l’extrême droite s’empare le plus souvent du pouvoir par la voie électorale. Les putschs des colonels grecs ou des généraux brésiliens ou argentins remontent aux années soixante. Les idées de cette nébuleuse multiforme ont progressé au point de l’autoriser à penser à des alliances pour accéder au pouvoir qui devient son objectif affirmé.

Quel que soit son visage, l’extrême droite, presque toujours xénophobe, se nourrit des peurs, des frustrations et des précarités générées et alimentées par la crise. Elle progresse sur des sociétés fragilisées dont les repères et les valeurs sont heurtées. Les gros bataillons ne viennent plus en Europe des groupuscules violents ou paramilitaires et souvent nostalgiques du nazisme qui, tolérés ou non, perdurent encore de façon marginale et folklorique dans la vie politique. Certes, des filiations idéologiques avec cette famille politique peuvent être objectivées pour quelques dirigeants, mais pour l’essentiel le discours, les formes d’action, les milieux influencés se sont tellement modifiés qu’ils inclinent plutôt à penser en termes de ruptures que de continuités. En quelques décennies l’extrême droite a réussi à sortir d’un ghetto politique où elle avait été cantonnée et à imposer ses thèmes de prédilection dans le débat politique. Sa montée en puissance a accompagné ce qu’on a appelé le virage à droite des sociétés dont les droites se sont radicalisées au point de se rapprocher des formes les plus extrêmes.

L’évolution du parti conservateur britannique ou du parti républicain sous l’influence de Trump illustre ce type de dérive qui ouvre un champ des possibles pour l’extrême droite. Les stratégies seront diverses. Pour certains une posture d’alliance avec la droite conservatrice sera privilégiée et permettra une participation au pouvoir. Des partis de droite radicale, autrefois à la marge des scrutins électoraux, et réputés « infréquentables », deviennent désormais, par leur progression fulgurante, des incontournables aux yeux d’une droite plus classique, pour exister électoralement. Pour d’autres, faute d’avoir réussi à se rendre fréquentable, la perspective tracée sera celle de la déstabilisation du système politique perçu comme obstacle à toute avancée vers le pouvoir. Là où en France, en Suède ou en Italie l’extrême droite cherchera à se « dédiaboliser » non sans succès, ailleurs avec Trump, Bolsonaro, Modi, Poutine on assistera plutôt à une fuite en avant. Mais, dans tous les cas de figure, posture d’affrontement ou participation, l’effet sera le même, celui d’une droitisation de la société et du recul des valeurs progressistes. Montée des égoïsmes, repli individuel, abandon des acquis sociaux, recul des solidarités, refus des différences, recherche de boucs émissaires, traduiront le déplacement du curseur idéologique. Car il faut comprendre que cette extrême droite n’est pas sans racines culturelles historiques, au point de pouvoir animer et développer une « contre-culture ».

Le monde arabo-musulman, du Sénégal au Pakistan, soit largement plus d’un milliard d’hommes, a vu se développer en une trentaine d’années des formes d’intégrisme religieux qui s’apparentent à un fascisme vert prenant partout violemment pour cible les forces progressistes et démocratiques et ayant le projet d’imposer la prééminence de principes théocratiques sur l’espace social et politique. En Afrique noire, les sectes évangélistes prospèrent et véhiculent des valeurs rétrogrades, tandis qu’en Amérique latine elles ont toujours été associées aux formes extrêmes des dictatures militaires ou des régimes les plus conservateurs. Nationalisme et identités religieuses et culturelles sont instrumentalisés en Inde par le gouvernement de Narendra Modi.

Partout, ces mouvements, surfant sur l’air du temps, ont su tout à la fois faire coaguler des aspirations diverses, utiliser les techniques les plus modernes de la communication de masse et se retrouver à l’aise dans une mondialisation qu’ils leur arrivent parfois de pourfendre. Selon les pays et les situations, les thèmes seront simplifiés et caricaturés par des leaders qui ne s’embarrasseront pas de complexité et chercheront avant tout à déstabiliser le système politique en présentant ses élites comme incompétentes, corrompues, complices de forces obscures menaçant l’intérêt national et insensibles aux besoins du peuple. Les boucs émissaires seront vite trouvés. Ici l’immigré, là le profiteur de l’État-providence ou le fonctionnaire, sauf s’il est policier, douanier ou soldat, car l’ordre musclé n’est jamais rejeté. Ou encore, la région pauvre et paresseuse parasitant la région riche et besogneuse sera montrée du doigt et invitée à se séparer. L’anti-fiscalisme et le rejet de l’étatprovidence seront mis en avant, notamment dans un continent comme l’Europe où l’état a toujours été affirmé et tenu pour responsable des solidarités nécessaires. Ailleurs, la présence d’une forte immigration habilement associée à une montée de l’insécurité, vraie ou fantasmée, sera un effet d’aubaine. On assiste même aujourd’hui à des tentatives de réhabilitation de la colonisation en exaltant ses soi-disant bienfaits, suggérant par là qu’il ne s’agissait que de civiliser des « barbares » qui devraient nous en être reconnaissants. Des sentiments identitaires caractériseront souvent cette mouvance. Flattés à l’échelon national, ils nourriront une forme nationaliste d’opposition à l’Europe et à la mondialisation ainsi qu’à l’idéologie qui l’accompagne, le mondialisme. Mais déclinés sur un mode régionaliste voire séparatiste, ils remettront en cause le modèle national en se jouant de l’Europe flattant les régions.

À l’évidence, ce fonds de commerce prospère. Mais centré sur des identités et des particularismes, il peine à se constituer en internationale effective à l’échelle du monde et arrive difficilement à tisser des réseaux de relations efficaces même s’il multiplie rencontres et sommets. On n’a pas vu apparaître véritablement une Internationale Brune. Mais on aurait tort de sous-estimer le rôle joué par certains États, notamment la Russie pour flatter et encourager ces mouvements. Tout autant que les maints voyages de John Bolton eu Europe et ailleurs dans le monde pour favoriser un tel projet.

L’idéologie de l’extrême droite est finalement assez simple : il faut préserver. Qu’il s’agisse de la race, de la nation ou de la civilisation face au «barbare» qui est aux portes ou déjà à demeure ; ou bien des valeurs ancestrales menacées – travail, famille, religion–, de l’ordre établi bousculé par toute évolution de société. Il faut défendre tout cela parce qu’on s’est persuadé que c’était ce qu’il y avait de meilleur, donc de supérieur aux autres. Il faudra même lutter contre la science si elle en vient à contredire nos convictions profondes, notamment religieuses. Le recours à l’affrontement, à la tension, voire à la guerre, ou la construction de dangers, de menaces ou d’ennemis, seront systématiquement recherchés pour entretenir une cohésion sociale ou communautaire contre « les autres ». On comprend combien ces « idées », ces phobies ou ces croyances rentrent en totale opposition avec toute avancée progressiste porteuse de valeurs de solidarité et de progrès. Le choc ne peut être que frontal et sans concessions.

C’est dans la violence que la mondialisation a imposée aux peuples et aux états que réside probablement la cause principale de ce bouleversement du paysage politique. Ses effets délétères ont ravagé les souverainetés nationales garantes des protections que l’état devait à ses populations, et de la préservation des identités de chaque pays. Le spectacle de gouvernements successifs incapables d’agir efficacement sur des problèmes considérés comme essentiels et se retranchant derrière la contrainte externe pour se disculper de leur inaction ou de leur incapacité à obtenir des résultats, a créé le terreau sur lequel a germé ces postures xénophobes et identitaires. La précarité et le chômage se sont développés sur une grande échelle touchant d’abord les plus démunis et les plus exposés et affolant des classes moyennes craignant d’être happées dans le désastre. Ces dernières catégories constituent le socle le plus fidèle de cette droite extrême car elles reprochent à ceux d’en haut de donner à ceux d’en bas avec leur argent, au risque de les déstabiliser. C’est pourquoi toute solidarité et assistance sont bannies de leur horizon mental.

Bien qu’embarrassant à la fois la droite traditionnelle et la gauche, cette montée identitaire et xénophobe lance un défi particulier à cette dernière qui n’a pas su offrir une alternative crédible à ces bataillons ouvriers et populaires qui l’ont abandonnée. Elle n’a peut-être pas pris la mesure de la portée de l’effondrement du monde soviétique qui a ouvert un boulevard à toutes les formes de conservatisme. La montée des extrêmes droites en constitue un contrecoup. Elle n’a peut-être pas compris que réfuter certains mots d’ordre – au nom que l’extrême droite s’en était emparés – ne pouvait que la cornériser si ces idées devenaient populaires. Très tôt l’extrême droite a su habilement faire main basse sur les thèmes de la souveraineté, de la laïcité, des migrations au point de tétaniser les forces de gauche. Comment par exemple faire la fine bouche sur le thème de la souveraineté ? C’est quoi le contraire ? La soumission, l’inféodation, l’abaissement, l’obéissance ? Dossier implaidable. Les sondages confirment que les thèmes préemptés par la droite séduisent les couches populaires. Faut-il leur abandonner? La montée de l’extrême droite se constate avant tout par la montée de ses scores électoraux, donc par l’effondrement de ceux de la gauche. S’interroger sur les succès de l’une ne peut se faire sans questionner l’affaiblissement de l’autre.

L’absence de vraies réponses de la part de la gauche, au programme peu audible car insuffisamment différencié de celui de la droite et suggérant un consensus mou sur la mondialisation, la construction européenne, le social, la réponse à la crise, ont favorisé l’illusion d’un système pipé dont il fallait sortir par l’extrême droite. Celle-ci a su accueillir ces ruisseaux de mécontents et transformer leur démarche protestataire en vote de conviction et d’adhésion par définition moins versatile. Regagner ces voix, voire arrêter l’hémorragie, ne sera donc pas tâche facile. Redonner sens au clivage gauche/droite, ne pas confondre social avec sociétal, être clair sur les couches dont on défend les intérêts et intransigeants sur toute dérive xénophobe deviendront très vite des postures incontournables pour les forces politiques se réclamant de la transformation sociale

*Article paru dans la revue Recherches-Internationales www.recherches-internationales.fr*

**Les Rois du nonsense**

*Par* ***Alex Howitt****, glané sur le net par* ***Jose Manuel Neto***

******

**Qui inspira la réforme macronienne des services publics**

*Par* ***Coudes à Coudes***

Par elle seule, la composition de cette Commission chargée d’élaborer la dernière en date des lois de « modernisation », vaut programme : les ministères d’E. Macron ont demandé à un aéropage de patrons du privé de « moderniser » les services publics.



Le Comité action publique 2022 ( CAP 22 ) est un groupe composé de quarante personnalités mêlant économistes, cadres du secteur public et privé, élus, et chargé en octobre 2017 par le premier ministre E. Philippe de réfléchir à une réforme des missions de Service Public de l'État associée à une réduction des dépenses publiques. Son travail déboucha sur la Loi de Transformation de la Fonction Publique de 2019. Les questions à poser pour comprendre la réorganisation libérale de l’action publique – sont : qui fait ? qui ? Quelle histoire sociale incarnée en des individus, quelles formations, quel recrutement, quel univers de relations les ont construits ? Impossible de s’expliquer ce qu’ils font sans saisir d’où ils viennent, de quel groupe social, quel parcours dans ce groupe social, et quels sont leur univers de référence, celui d’où sort ce qu’ils estiment évident, incontournable, naturel, sens commun – sens commun de leur groupe social.

Nul ne s’étonnera alors, à analyser sa composition, que la commission ait communier sans distance dans cette croyance promue dogme : ce sont les règles managériales du privé qui doivent structurer le travail dans les services publics, lesquels sont d’abord vus comme zone de gabegie. Il s’agit donc de réduire leurs coûts, ce qui passe par l’externalisation des tâches vers des entreprises privées ou des concessions de service public. Et, dans le périmètre maintenu des fonctions publiques, « dégraisser le mammouth » : casser le statut des fonctionnaires, liquider les contrats aidés, embaucher des « agents temporaires », ne pas remplacer les départs en retraite, restreindre les recrutements, contrôler plus étroitement, caporaliser les agents en intensifiant leur travail. Toute la refonte proposée de la fonction publique se comprend sitôt examiné qui composa cette commission.

**Le Comité Action publique 2022, ce fut CAP sur le privé !**

Cette commission, en effet, n’inclut aucun salarié des services publics travaillant à un rang intermédiaire ou comme personnel d’exécution. Et aucun syndicaliste. Les seuls fonctionnaires admis sont situés en haut de l’échelle hiérarchique. La commission n’en compte que 13 parmi ses 43 membres. En revanche, avec un effet de masse jamais vu , y furent nommés des dirigeants de groupes privés ou de fonds d’investissement, ignorants du fonctionnement local des services publics mais rompus, avec excellence professionnelle, aux codes, aux critères de performance et aux pratiques des directions d’entreprise ou du *consulting* :

*Ross Mc Innes*, président de Safran, géant de la défense et l’aéronautique ; *Véronique Bedague-Hamilius*, P-DG de Nexity Immobilier ; *Guillaume Hannezo*, passé de Vivendi à la banque Rothschild et au fonds financier WeShareBonds ; *Mathilde Lemoine*, ancienne de la banque HSBC passée chef économiste chez Rothschild ; *Jean-François Cirelli*, ex-directeur générale GDF-Suez, qui préside en France le fonds de placement BlackRock ; *Stéphane Brimont*, président du fonds financier Macquarie ; *Marc Tessier*, de chez Havas, Canal +, France TV puis NetGeM (télévision via Internet); *Philippe Josse*, d’Air France KLM ; *Stéphanie Goujon*, vice-présidente du Mouvement des entrepreneurs sociaux ; *Jean-René Cazeneuve*, d’abord chez Apple, puis Bouygues Telecom ; *Philippe Laurent*, de la direction financière de Renault ; *Paul Duan*, *start-upper* dans la Silicon Valley ; *Ludovic Le Moan*, ESN Coframi (société d’informatique) et aujourd’hui Sigfox (opérateur de télécommunications) ; *Frédéric Mion*, ex-directeur de Sciences Po, mais aussi ancien du groupe Canal + et ex-avocat d’affaires au cabinet Allen et Overy ; *Thomas London*, directeur associé de la société de conseil\* McKinsey, responsable des activités Santé et Secteur public ; *Axel Dauchez*, ex-président de Publicis France, qui vient de lancer la *start-up* de *civic tech* Make.org ; *Jean-Baptiste Fauroux*, ex-directeur général de Steelcase Strafor (spécialisée dans l’aménagement des espaces de travail) à Bruxelles ; *Guillaume Marchand*, qui se présente comme psychiatre, entrepreneur, investisseur et ancien président d’une fédération de *start-ups* de la « e-santé ».

On a donc là des patrons ou évangélistes du marché, patron et évangélistes internationalisés, ignorant tout des services publics mais rompus, avec excellence professionnelle, à la maitrise pratique des directions d’entreprise ou du *consulting*. Dès lors, on saisit mieux certaines dimensions du « prêt-à-penser » qu’ils partagent et qui orientent leurs activités: importation des recettes d’entreprises pour « tout moderniser », intensification du travail, évaluation des performances liée à des objectifs individuels chiffrés, compressions des salaires, externalisation vers le privé (autant d’ « améliorations » à l’œuvre, notamment, dans les directives qui préfigurent la remise en cause des métiers des fonctionnaires…) ; ode à la mobilité forcée (réformes de l’assurance-chômage et du code du travail) ; accroissement des contrôles (réforme de l’assurance-chômage, entre autres…) ; ajustements des services rendus par le public aux besoins immédiats des entreprises et de leurs bassins d’emplois. Les exemples abondent, qui montrent l’État, pour une part, devenant entreprise au service des entreprises ; l’État et ses services les plus divers, « managerialement » reconfigurés.

Tous ont, avec brio, triomphé du *cursus* *honorum* des enfants (les plus prometteurs) de la classe dominante : Sciences Po et l’ENA *new style*, changés en *Business schools* (comme d’ailleurs Polytechnique en partie), conjugués avec HEC, l’ESSEC ou des *Business schools* anglo-saxonnes. L’intériorisation des lois et vertus des entreprises libérées dans un marché lui-même libéré et mondialisé, fut pour chacune et chacun, totale, immédiate, « l’air qu’on respire », sans réserve, et vecteurs de leurs réussites.

Ne caricaturons pas, certains de la commission viennent du public. Mais soit ils en sont sortis pour s’en « libérer » soit ils y ont travaillé d’abord pour conformer le public au besoin du privé. Premier cas, quelques cas : Bedague-Hamilius, secrétaire générale de la ville de Paris, directrice de cabinet de Valls à Matignon parti à Nexity ; Josse, directeur du Budget sous Copé, parti à KLM ; Lemoine, conseillère à Matignon sous Villepin, parti à HSBC puis Rothschild…Second cas : Josse toujours, architecte de la RGPP ; Bigorgne, de Science Po mais propulsé directeur de l’Institut Montaigne par Claude Bébéar d’Axa ; Clotilde Valter, PS, secrétaire d’État, mais rapporteure du projet de loi Macron, première main de l’accord Arcelor-Mittal, de la fermeture de Goodyear d’Amiens. Pisani-Ferry, président du comité de suivi du CICE, etc…

Notons-le, aucun personnel d’exécution ou de rang intermédiaire ou de direction des services publics ne siège dans cette commission. Ce groupe ne constitue pas un « groupe sur le papier ». Il s’agit d’un groupe mobilisé. Un groupe coopté et soudé à partir de l’harmonie immédiate des dispositions de ses membres, et qui s’affermit au travers de style de vie et de fréquentations semblables. Ils sont forts de formations homologues et des connivences spontanées qui les accompagnent. Ils sont forts de parcours homologues et virtuoses souvent. Ils sont forts d’un «sens commun» sans fissures et identique, forts d’un système d’évidences et de présupposés partagés, qui organise leur vision du monde et de ses divisions. Forts de se sentir héritiers légitimes. Un groupe, fusionnel, endogame quant aux origines sociales, assuré de lui-même, et d’une certitude de soi sans cesse renforcée : au gré des réussites scolaires éclatantes, au gré des circulations réussies entre public et privé, puis des réussites d’entreprises. A tel point qu’ils en deviennent audacieusement libérés dans le calendrier et les contenus des réformes libérales qu’ils accumulent. Comme aucune autre Noblesse d’État n’avait osé avant eux (même sous Sarkozy, qui rétrospectivement apparaitra modéré). Car rien, jamais, dans leurs parcours ne les a arrêtés. Ils sont le « nouveau monde » sans frontières ni échecs, qu’un réseau serré de protections, de solidarités extérieures à l’État et d’échanges légitimants perpétuels avec des secteurs patronaux et médiatiques puissants encouragent et perpétuellement célèbrent. Pourquoi concevraient-ils qu’il faille stopper le job ? Quand ce job est au principe de leur position qui en impose, porteuse d’une image flatteuse d’eux-mêmes. Un groupe, spontanément prompt à ériger en « devoir-être » universel, les vertus dont ses membres ont socialement hérités : la « mobilité », la « créativité », « entreprendre », « se réaliser », la « liberté », le « boulot », « l’investissement », la « discipline »….bref, leur art de vivre promu exemple. Et c’est pourquoi d’ailleurs, ils ne peuvent comprendre qu’en recourant à l’idée d’une sombre fainéantise, que tous les salariés ne tirent pas bénéfices du monde tel qu’il va. Ils ne connaissent, ne croisent et n’ont jamais croisé, directement ou familialement, aucun ouvrier, aucun employé, aucun technicien, aucun précaire, aucun chômeur, aucun cadre moyen même. Ils ne savent d’expérience aucune de leurs urgences, aucune des insécurités affrontées, des mépris subis, des galères de logements, des incertitudes scolaires ou à Pôle Emploi, des concurrences dans et pour l’emploi ou pour les stages en milieux populaires. Le montant du RSA se dépense lors d’un dîner intime entre amis, pour acheter une paire de chaussures ou des boutons de manchette.

Ces champions des champions de la classe dominante sont, depuis l’enfance, emmurés dans l’univers cossu et clos qui les a faits et où ils ont vaincu (car on minore trop les luttes féroces à l’intérieur des groupes dominants).

**Endogamie, oui. Juste quelques exemples.**

Revel ? Binôme de Macron à l’Élysée sous Hollande, Macron avait voulu l’imposer dircab de Philippe à Matignon. Mion ? Patron d’Edith Chabre, femme d’Edouard Philippe et parrain d’un de leurs enfants. Aghion ? Commission Attali avec Lemoine et Macron, Aghion qui déclare « à l’époque avec Macron, on passait notre vie ensemble ». Rothschild ? Lemoine, Hannezo y sont ou y sont passés. Financière Macquarie ? Mc Innes, Brimont. Filière Science-Po mondialisée et convertie en *Business School* sous Richard Descoings, son protégé, Bigorgne, directeur de l’Institut Montaigne, Mion directeur de Science Po, Letta ex premier ministre italien recruté à Science Po par Mion, Pisani-Ferry candidat malheureux contre Mion à la direction de Science Po et avec qui il se réconcilie vite. Entre autres… Sans parler des conjoints eux-mêmes PDG d’un certain nombre des membres de la commission.

Pour piloter ce programme de «modernisation» de la fonction publique fut installée, en novembre 2017, la Direction interministérielle à la transformation publique (DITP). Avec, placé à sa tête, les deux premières années, Thomas Cazenave (Sciences Po Paris, ENA), inspecteur des finances passé, à 33 ns, directeur délégué des « ressources humaines » d’Orange France, avant de revenir dans l’État, directeur adjoint du cabinet d’Emmanuel Macron au ministère de l’Économie, puis secrétaire général adjoint de l’Élysée. On lui doit le livre-manifeste *L’État en mode start-up*, préfacé par E. Macron. Le chapitre sur les « réformes à l’étranger » est écrit par Karim Tadjeddine, un polytechnicien issu du corps des Ponts, passé par le ministère des Finances avant d’être débauché par le cabinet de conseil McKinsey. Il y codirige le département qui s’occupe de « moderniser » les services publics, pour le compte de la DITP.

*Paru dans https://www.coudesacoudes.com/*

**Les Rois du nonsense**

*Glané sur le net par* ***Yatahonga***

****

**Automne silencieux**

*Par* ***Yann Fiévet*** *.*

L’automne va bientôt prendre fin. Il s’annonçait tumultueux. Il fut plutôt calme. On pourrait s’en réjouir. On aurait tort. Les raisons qui laissaient augurer un automne agité en France ne se sont pas effacées comme par magie. Leurs débouchés possiblement bruyants continuent de couver sous de trompeuses apparences. Sous un calme apparent se cachent en effet des velléités de troubles – qui s’expriment sporadiquement ici ou là - qu’il convient d’étudier attentivement. Parmi les quelques réjouissances à bon compte nous pouvons pointer un automne printanier, le plus doux de tous les temps. Comme il fut agréable de vivre dehors si tard dans la saison ! Et comme nous allons le payer cher demain, plus cher encore que ce que nous payons déjà à la crise climatique. L’immobilisme politique dont nous pouvions espérer sortir après la victoire à la Pyrrhus de Jupiter lors des dernières élections nationales devrait inciter à un sursaut déterminé du corps social. Le pouvoir en place semble cependant Prêt à y résister durement. En mots et en actes.

L’automne s’est déroulé comme s’était déroulé le printemps : le Président Macron et son Gouvernement restent sourds à la nécessité de transformer les règles du jeu de l’action publique. Les promesses d’un « monde d’après » plus doux avec les faibles et moins indulgent avec les forts, plus attentif aux multiples dégâts infligés aux divers écosystèmes par une économie prédatrice sans limites tangibles sont désormais loin derrière nous. Une autre promesse du monarque, celle de moins gouverner perso et avec moins de mépris, s’est elle aussi bien vite envolée. Elle n’a duré que l’espace d’un été torride où comme à l’acoutumée il ne s’est pas passé grand-chose hormis une « intense réflexion » sur les attributions floues d’un Conseil National de la R. qui a vite fait flop à la rentrée. Au Palais Bourbon, où le Président de la République ne dispose que d’une majorité relative, la Première Ministre détient l’arme redoutable du 49-3. Elle le dégaine plus vite que son ombre ! Cela tue le débat démocratique mais permet d’avancer tout droit, sans sourciller.

Ainsi, pour l’adoption de la partie recette du budget de la Sécurité Sociale ou celle de la réforme de l’assurance-chômage. Par ailleurs, l’Elysée et Matignon sont parfaitement à l’unisson pour refuser d’envisager la taxation des superprofits des groupes industriels et commerciaux engrangés ces dernières années. Allons, les profiteurs ne sont pas les actionnaires de ces groupes mais les chômeurs qui refusent de « traverser la rue » pour se faire gracieusement embaucher. Les entreprises vont bien finir par créer les centaines de milliers d’emplois attendus depuis si longtemps. Un peu de patience ! Et, restons calmes ! Rien de nouveau donc sous le soleil de l’automne ou sous les lambris du pouvoir.

Faute de pouvoir donner un grand coup de pied dans la fourmilière pseudo démocratique les citoyens encore politisés – contrairement à ce que l’on prétend trop souvent – s’expriment ailleurs et cherchent à inventer de nouvelles formes de lutte. A ce titre, l’automne n’a pas été vraiment silencieux. Encore faut-il orienter ses oreilles - et son regard - dans la bonne direction. Sur le terrain social l’imagination n’est certes pas vraiment de mise : blocages de raffineries sans entraves majeures, grèves de transports assez peu suivies, manifestations de rues plutôt clairsemées, etc. L’embrasement que certains espéraient n’est pas venu. Nous n’en déduirons pas que les « gens du bas de l’échelle » sont satisfaits de leur sort. Pour la plupart, ils ne croient plus aux formes traditionnelles de lutte aux maigres résultats depuis trop longtemps. Ils craignent aussi sans doute d’être dangereusement maltraités par une police surarmée. C’est en revanche sur le terrain des luttes écologiques que poussent de salutaires radicalités. Elles sont non violentes, ne recherchent aucunement l’affrontement avec les « forces de l’ordre » établi, évitent de répondre aux provocations de ces dernières. Elles privilégient la réalisation d’opérations symboliques représentatives des dangers gravissimes qui pèsent sur notre société et la nature qui la porte. Il s’agit ainsi de frapper l’opinion publique jugée par trop léthargique. A l’occasion, ces actions symboliques s’accomplissent lors de rassemblements festifs. Ce fut le cas le mois dernier à Sainte- Soline dans les Deux-Sèvres où le « scandale des méga-bassines » a mobilisé des milliers de gens inquiets de l’appropriation privée – par et pour l’agriculture intensive - de la ressource en eau. Une lutte pour la vie !

C’est à propos de l’évènement susnommé, au cours duquel fut démontée une canalisation devant alimenter une méga-bassine vaste comme plusieurs terrains de football, que Gérald Darmanin, Ministre de l’Intérieur, nous a asséné le terme « éco-terrorisme ». Il range probablement sous le même vocable les actions du collectif Ultime Génération qui cible – sans les dégrader – des peintures ancestrales célébrant la nature dans de prestigieux musées ou le collectif Dernière Rénovation qui bloque des routes pour réclamer un plan enfin sérieux d’isolation thermique des bâtiments.

C’est déjà lui qui parlait en 2020 de « l’ensauvagement de la société ». Où est la vraie sauvagerie, où se situe la véritable terreur, si ce n’est dans les multiples dégâts mortifères engendrés par nos modes de production et de consommation ? On a encore franchi un cran dans la tentative de provoquer l’effroi de nos concitoyens lorsque plusieurs «élus ou anciens élus de la République ont risqué dans une tribune de la presse écrite le terrible « éco-totalitarisme ». Parmi ces acharnés défenseurs du modèle économique dominant destructeur du « bien commun » on compte Christophe Castaner. Assurément, un fin connaisseur puisqu’il précéda Gérald Darmanin à l’Intérieur. On prépare là à l’évidence la criminalisation des divers mouvements hostiles à la poursuite incontrôlée du capitalisme débridé. Nos dirigeants qui de fait ne dirigent pratiquement plus que par procuration des lobbies envisagent de légiférer afin que désormais les auteurs des actes de ce « nouveau terrorisme » soient lourdement sanctionnés. L’Italie peut du reste leur fournir un excellent exemple : Giorgia Meloni, dès son arrivée aux affaires a instauré une loi par laquelle ces actes insupportables au regard de l’ordre public sont maintenant punissables de six années de prison. Si l’éco-totalitarisme est une vue de l’esprit – sauf à considérer que le préfixe éco signifie économie et non écologie – le fascisme, lui, frappe bel et bien à nos portes. Alors, il va nous falloir être moins silencieux. Nous devrons même faire beaucoup de bruit.

**La réforme des retraites, il faut s’y préparer tôt !**

*Glané sur le net par Yatahonga*

****

**A lire : De Mai 68 au Mouvement de Libération des Femmes (MLF)**

***Par Monique Dental et Marie-Josée Salmon***

Nous avons le plaisir de vous annoncer la publication de : « De Mai 68 au Mouvement de Libération des Femmes (MLF) » sous la direction de Monique Dental et Marie-Josée Salmon aux Editions du Croquant. Il est issu des trois tables rondes organisées en mai 2008 par le Réseau Féministe « Ruptures » (1968 : La prise de conscience : des féministes à l’œuvre ; 1970-1980 : La révolution féministe et ses conquêtes ; 2008 : 40 ans après. Quel héritage ? Quelles transmissions générationnelles ? Pour quels engagements féministes ?)

A travers des témoignages et des analyses, ce livre nous fait vivre – ou revivre – l’avènement et l’essor du Mouvement de Libération des Femmes (MLF). Mai 68, en effet, a été la brèche par laquelle le mouvement féministe a ressurgi, contestataire, joyeux, mais aussi constructif. Pour autant, cette brèche ne s’est pas refermée : en irriguant la société, il a contraint les partis politiques et les syndicats à le prendre en compte. Une histoire souvent houleuse faite d’avancées et de reculs.

Ce qu’on appelle les acquis du féminisme sont le résultat de luttes opiniâtres et c’est pourquoi il importait de mettre en valeur les actrices souvent oubliées ou effacées de l’histoire. En mai 68, en opérant une « révolution » dans la révolution, elles se constituent comme sujets en partant de leur vécu. Plus tard, les féminismes diront dans les manifestations : le féminisme a changé ma vie. Il apparait clairement que le mouvement féministe n’a rien de monolithique, qu’il se caractérise par la diversité des parcours de ses militantes et par la pluralité des courants.

Nous avons aussi souhaité marquer l’évolution du mouvement féministe : ses avancées, ses reculs, ses stagnations. Parfois on le croit mort et il ressurgit quand on ne s’y attend pas, comme aujourd’hui où il revit avec MeToo.  Connaître le passé éclaire le présent pour mieux penser l’avenir.

*Vous pouvez vous le procurer en librairie ou le commander auprès de nous en adressant un chèque de 12.- euros + frais de port 4.- euros, soit un total de 16.- euros, à l'ordre du Réseau Féministe "Ruptures" et l'envoyer à l'adresse suivante : Réseau Féministe "Ruptures" 38 rue Polonceau 75018 Paris.*

**Art détourné**

*Glané sur le net par* ***Benoist Magnat***



**Comment l’affaire de l’Ocean Viking révèle l’ambiguïté des « zones d’attente »**

*Par* ***Florian Aumond***

Vendredi 11 novembre, les 234 migrantes et migrants secourus par le navire *Ocean Viking* ont pu rejoindre la base navale de Toulon, après trois semaines d’errance en mer. Ultime épisode du drame de la migration qui se joue en Méditerranée et dont le déroulement puis le dénouement peuvent donner lieu à plusieurs clés de lecture. Au niveau de la politique et de l’intégration européennes, le bras de fer entre Paris et Rome, rejouant le duel ayant opposé en 2018 Emmanuel Macron avec l’alors Président du Conseil des ministres italien et actuel Vice-Président Matteo Salvini, a souligné les obstacles à l’affirmation de la solidarité européenne sur la question. Au niveau de la politique interne, ensuite, l’on a vu combien la situation de l’*Ocean Viking* a accusé les clivages entre « humanistes » et partisans de la fermeté.

Rappelons d’ailleurs que les propos ayant valu l’exclusion pour deux semaines du député du Rassemblement national Grégoire de Fournas ont précisément été tenus à l’occasion de l’allocution d’un député de la France insoumise dénonçant le sort réservé aux passagers du navire humanitaire. Le dernier épisode en date dans l’épopée de l’Ocean Viking est également et entre autres justiciable d’une analyse juridique.

**Les limites du droit international de la mer**

Pendant son errance, les difficultés à trouver un lieu de débarquement ont de nouveau souligné les [limites d’un droit de la mer](https://journals.openedition.org/revdh/1838) peinant à imposer à un État clairement défini [d’ouvrir ses ports pour accueillir les rescapés](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/11/10/migrants-secourus-en-mediterranee-que-dit-le-droit-international_6149382_3210.html). La décision de laisser les passagers de l’Ocean Viking débarquer à Toulon est également significative. Elle signe certes leur prise en charge temporaire par la France, mais n’emporte pas, du moins dans un premier temps, leur admission sur le territoire français (au sens juridique). Ce dont le ministre de l’Intérieur ne s’est d’ailleurs fait faute de souligner). Cette situation permet alors de mettre en exergue l’une des singularités de la conception juridique du territoire, notamment en ce qui concerne la situation des étrangers. Les zones d’attente en sont une claire illustration.

**La « fiction juridique »**

La « fiction juridique » que constituent les zones d’attente s’étend désormais entre autres aux gares ferroviaires ouvertes au trafic international, aux ports ou à proximité du lieu de débarquement (CESEDA, article L.341-1). Ces « enclaves » au sein du territoire, autour d’une centaine actuellement, peuvent par ailleurs inclure, y compris « à proximité de la gare, du port ou de l’aéroport ou à proximité du lieu de débarquement, un ou plusieurs lieux d’hébergement assurant aux étrangers concernés des prestations de type hôtelier » (CESEDA, article L.341-6).

Tel est le cas de la zone d’attente créée par le préfet du Var par le biais d’un arrêté, à la suite de l’accueil de l’Ocean Viking « pour la période du 11 novembre au 6 décembre 2022 inclus, une zone d’attente temporaire d’attente sur l’emprise de la base navale de Toulon et sur celle du Village Vacances CCAS EDF 1654, avenue des Arbanais 83400 Hyères (Giens) ». Accueillis dans ce Village Vacances dont les « prestations de type hôtelier » ne semblent aucunement correspondre à la caricature opportunément dépeinte par certains, les rescapés demeurent, juridiquement, aux frontières de la France.

**Aux portes du territoire français**

Ils ne se situent pas pour autant, de ce fait, dans une zone de non-droit : placés sous le contrôle des autorités françaises, ils doivent se voir garantir par elles le respect de leurs droits humains. Aux portes du territoire français, les migrantes et migrants secourus par l’Ocean Viking n’en relèvent pas moins de la « juridiction » française comme le rappelle la Cour européenne des droits de l’Homme. La France est ainsi tenue d’observer ses obligations, notamment au regard des conditions de leur maintien contraint au sein de la zone.

Une partie des rescapés recouvreront leur liberté en étant admis à entrer juridiquement sur le territoire de la France. Tel est le cas des mineurs non accompagnés, dont il est annoncé qu’ils seront pris en charge par l’Aide sociale à l’enfance.

Tel est également le cas de ceux qui auront été autorisés à déposer une demande d’asile sur le territoire français et se seront vus, à cette fin, délivrer un visa de régularisation de huit jours. Parmi eux, la plupart (175) devraient être acheminés vers des États européens qui se seraient engagés à les accueillir, vraisemblablement afin que soient examinées leurs demandes de protection internationale. Expression d’une solidarité européenne a minima dont il faudra cependant voir cependant les suites.

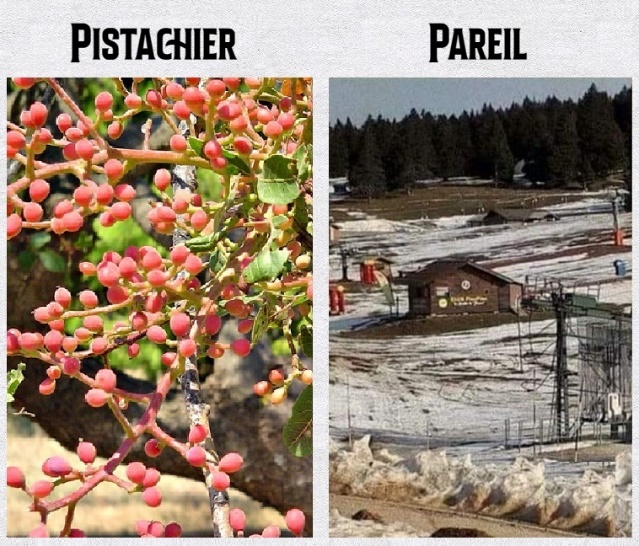
Pour tous les autres enfin, ceux à qui un refus d’entrer sur le territoire français aura été notifié et qui ne seront pris en charge par aucun autre État, le ministre de l’Intérieur précise qu’ils seront contraints de quitter la zone d’attente vers une destination qui demeure cependant encore pour le moins incertaine. Ceux-là auront alors été accueillis (très) temporairement par la France mais seront considérés comme n’ayant jamais pénétré sur le territoire français.

*Florian Aumond est Maître de conférences en droit public, Université de Poitiers. Article paru dans  theconversation.com*

manifestations d’après différentes sources. Les Iraniennes se tiennent debout face à l’Histoire. Les dirigeants préfèrent se voiler la face devant une société qui bouge. Jusqu’à quand tiendront-ils le pays ? La suite est entre les mains du peuple iranien. *Article publié dans Avant-garde*

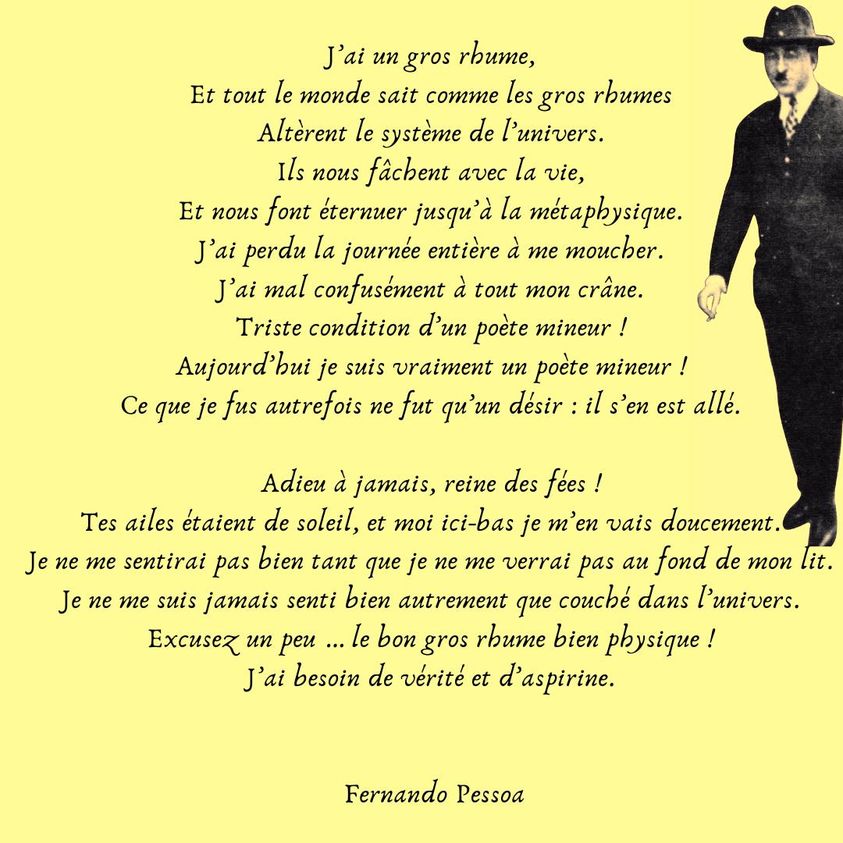
**Sports d’hiver**

*Glané sur le net par* ***Agnès Bilh***



**Un poème drôlatique**

*Par* ***Fernando Pessoa,*** *recueilli par* ***Anabela Cesar***

****

**Bonus : Irrévérentes** (glanées sur le net par **Cristina Branco**)



La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenu*

**ET ENCORE UNE IRREVERENTE!**

***Mood in the day, tableau de Marion Peck, glané par Misia***

****

**Consultez notre site**

[**www.la-gauche-cactus.org**](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

**Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus**